

Activité économique

L'activité économique a chuté de manière inédite au deuxième trimestre 2020, à $-18,9\%$ en écart au quatrième trimestre 2019, puis un fort rebond a ramené cet écart à $-3,7\%$ au troisième trimestre. Le dernier trimestre de 2020 est marqué par une deuxième vague épidémique et la mise en place, fin octobre, d'un nouveau confinement de la population, avec des modalités toutefois un peu moins contraignantes et une durée moindre qu'au printemps. L'écart d'activité avec le niveau d'avant-crise se serait à nouveau creusé en novembre, à -12% , mais de façon moindre qu'en avril (-31%).

La levée des restrictions, plus graduelle qu'en mai, a commencé par la réouverture des commerces « non essentiels » et l'extension du rayon des déplacements le 28 novembre. Une deuxième étape, à partir du 15 décembre, réautorise une circulation limitée par un couvre-feu, toutefois sans réouverture des activités culturelles, ni des restaurants et des bars. Le rebond de l'activité économique serait quelque peu atténué par ces mesures de restrictions prolongées : la perte d'activité se situerait ainsi à -8% en décembre, et à -8% également sur l'ensemble du quatrième trimestre 2020.

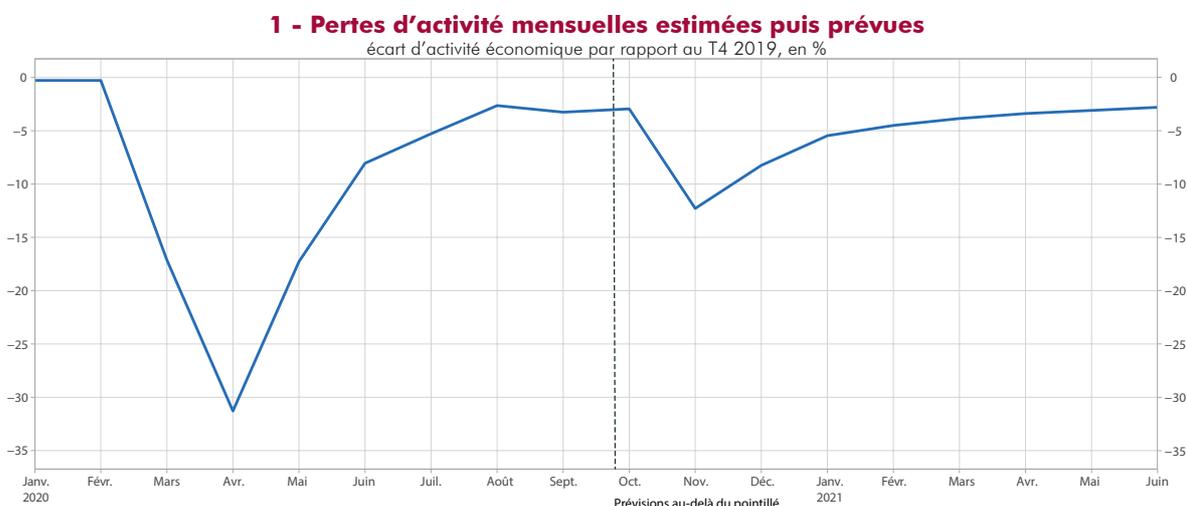
Au total pour 2020, notre prévision de contraction annuelle du PIB français reste inchangée à -9% par rapport à 2019. Au tournant de l'année, les prévisions pour 2021 sont marquées par de forts aléas. La perspective d'une campagne de vaccination devrait se concrétiser, mais les risques de regain de

circulation du virus resteraient présents d'ici la mi-2021. En faisant néanmoins l'hypothèse d'une situation épidémique stabilisée et sous contrôle et de restrictions sanitaires suivant le calendrier annoncé, le rebond début 2021 conduirait à un écart d'activité de -5% au premier trimestre par rapport au niveau d'avant-crise puis de -3% au deuxième trimestre. L'acquis de croissance annuelle pour 2021 serait alors de $+6\%$ fin juin.

Après un net recul en novembre, l'activité économique française commencerait à rebondir en décembre avec l'allègement graduel des mesures de restrictions

Après un point très bas pendant le premier confinement en avril (-31% en écart à l'avant-crise) et un rebond très vif jusqu'en août (écart réduit à -3%), la reprise de l'activité économique s'est tassée en septembre-octobre (graphique 1).

Suite au confinement instauré le 30 octobre, l'amélioration de la situation sanitaire a permis un allègement des mesures de restrictions depuis le 28 novembre (réouverture des commerces « non essentiels », moindres limitations des déplacements). Une deuxième étape est programmée pour le 15 décembre (fin des limitations de déplacements en journée et instauration d'un couvre-feu) mais elle est plus stricte que ce qui était anticipé : en particulier,



Lecture : en novembre 2020, l'activité économique aurait été en retrait d'environ 12 % par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019. Elle s'établirait en décembre 2020 à -8% et en juin 2021 à -3% .

Source : Insee, calculs à partir de sources diverses

Conjoncture française

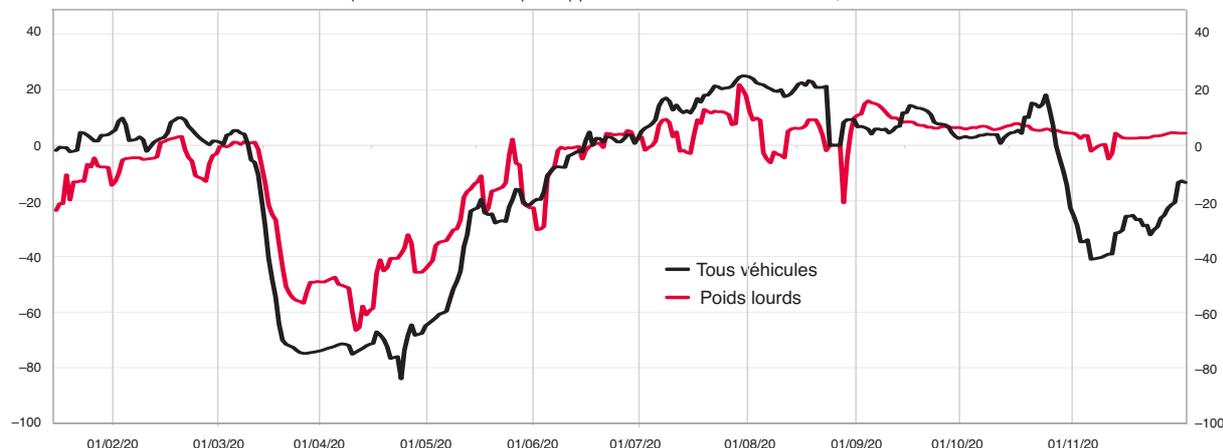
certaines activités culturelles (cinémas, théâtres, musées...) resteront fermées jusqu'à début janvier au moins, compte tenu des inquiétudes qui persistent sur la situation sanitaire.

Les indicateurs à haute fréquence disponibles sur les premiers jours de décembre traduisent la reprise progressive de l'activité. Le trafic routier tous véhicules en France, qui s'était contracté d'un tiers environ en novembre, a amorcé un rebond depuis la fin novembre, tout en restant encore nettement en deçà de son niveau d'avant-crise (*graphique 2*). Le trafic poids lourds, peu affecté pendant le deuxième confinement, reste quant à lui à un niveau globalement stable, traduisant le moindre impact des mesures de restrictions sur les déplacements directement liés à l'activité industrielle. L'indicateur de temps passé chez soi en écart à une situation normale, dont le profil sur les mois passés est proche de

celui des pertes d'activité, fait apparaître sur la première semaine de décembre (30 novembre - 6 décembre) une part du temps passé chez soi plus faible que celle des quatre semaines confinées de novembre, en lien avec la réouverture de nombreux magasins avant les fêtes de fin d'année et l'extension des possibilités de déplacements autour du domicile (*graphique 3*). S'agissant en revanche des secteurs toujours soumis à des restrictions d'activité, le nombre de requêtes des mots « restaurant » ou « hôtel », « cinéma » ou « théâtre » dans le moteur de recherche Google, restent à des niveaux très faibles par rapport à octobre, reflet de la perte d'activité importante de ces secteurs (*graphique 4*). Les moindres limitations des déplacements ont conduit au contraire à une hausse des requêtes associées au mot « train » ou « vol », hausse légère pour le train mais beaucoup plus visible pour l'avion et reflétant probablement des comportements

2 - Trafic routier en France

perte de trafic routier par rapport à une situation d'avant-crise, en %



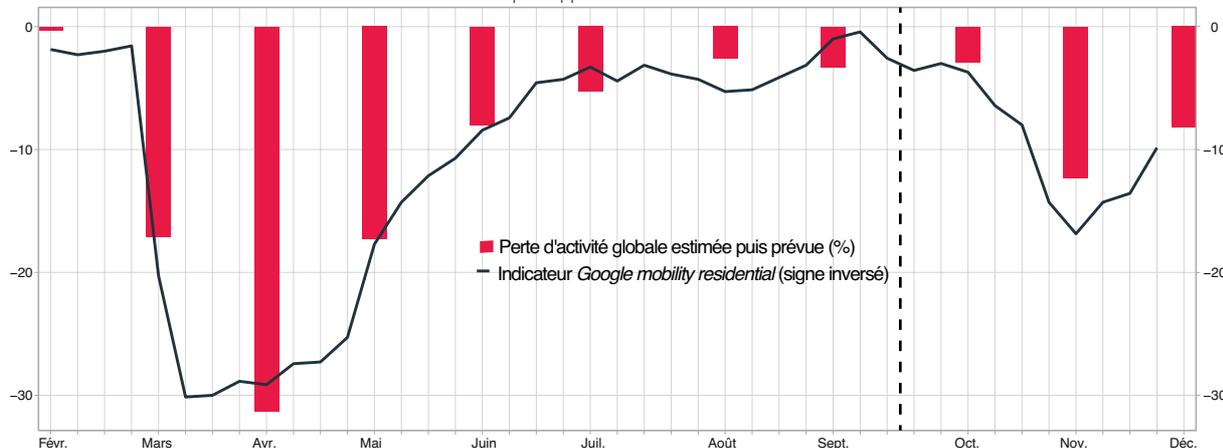
Lecture : le 8 novembre 2020, le trafic routier en France était de 2 % inférieur pour les poids lourds et de 41 % inférieur pour tous les véhicules, par rapport à un jour comparable d'avant-crise.

Note : l'indice est construit en comparant le trafic actuel à un trafic « avant-crise ». Afin que cette référence soit la plus « juste possible », celle-ci est calculée sur le débit moyen journalier du 13 janvier au 2 février 2020 pour éviter les effets liés aux vacances scolaires et au début du confinement. Pour plus de lisibilité, on a lissé la série avec une moyenne mobile sur 7 jours.

Source : Cerema, calculs Insee

3 - Indicateur de temps total hebdomadaire passé chez soi et pertes d'activité mensuelle estimées et prévues

en écart par rapport à une situation normale



Lecture : durant la première semaine de décembre, le temps passé chez soi a été supérieur de 10 % par rapport à une situation normale.

Note : les données de l'indicateur sont actuellement disponibles jusqu'au 6 décembre. Les valeurs hebdomadaires sont la moyenne des valeurs quotidiennes de l'indicateur.

Source : Google Maps Mobility

d'anticipations en vue des fêtes de fin d'année. Enfin, les données de consommation d'électricité des clients Enedis, sur la période du 1^{er} janvier 2017 au 27 novembre 2020, permettent de distinguer la consommation du « résidentiel » et du « hors résidentiel » (*graphique 5*). Entre le 30 octobre et le 27 novembre, la consommation du « hors résidentiel » a été inférieure au niveau moyen d'environ 10 % (contre -22 % entre le 17 mars et le 11 mai, puis une reprise progressive jusqu'à un retour à la normale en août) – reflétant ainsi les moindres restrictions sur l'activité, notamment dans l'industrie. La consommation du « résidentiel » a été sur la même période

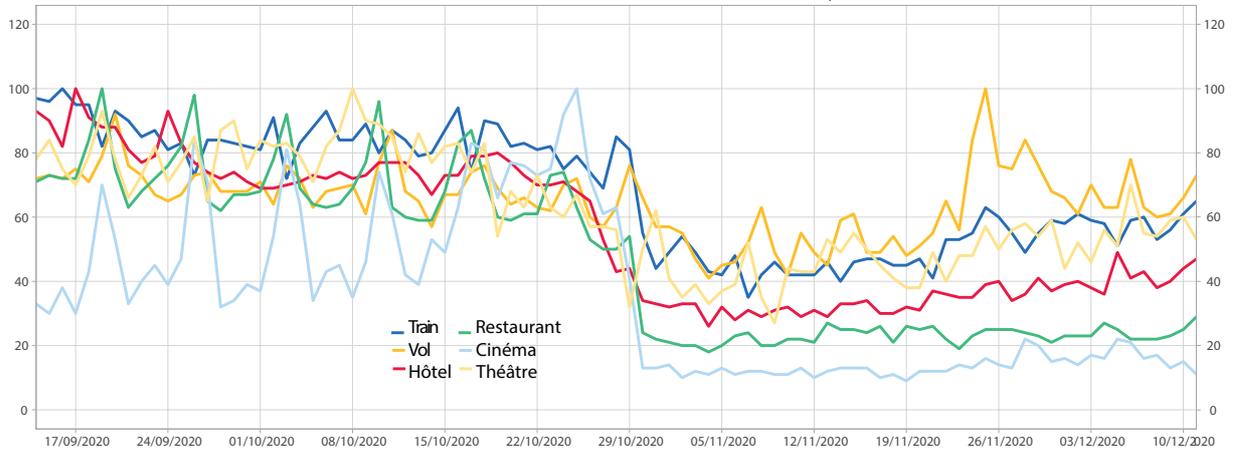
supérieure au niveau moyen, dans une amplitude similaire à celle du premier confinement.

Au total, l'activité se dégraderait au quatrième trimestre, surtout dans les secteurs les plus directement affectés par les mesures de restrictions

Depuis le *Point de conjoncture* du 2 décembre 2020, de nouvelles remontées statistiques sur le mois d'octobre ont conduit à réviser légèrement la perte d'activité, à -3 % par rapport à son niveau d'avant-crise (contre -4 % dans le dernier *Point*). Le scénario de

4 - Fréquence de recherche de mots-clés sur internet

en % du niveau maximal de la série durant les 90 derniers jours



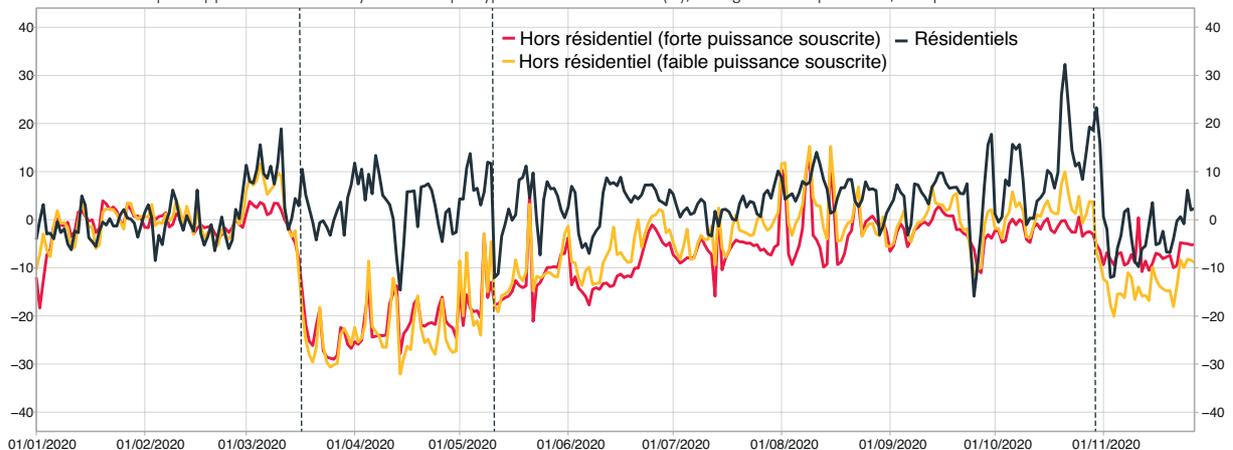
Lecture : le 11 décembre, la fréquence des requêtes du terme « vol » sur Google s'élevait à 73 % de son niveau maximal depuis mi-septembre, niveau atteint le 25 novembre.

Note : pour chaque série, l'indice est fixé à 100 au maximum de fréquence observé durant les 90 derniers jours.

Sources : Google Trends. Calculs Insee

5 - Consommation d'électricité selon le type de client Enedis

écart par rapport au niveau moyen de chaque type de consommation (%), corrigé des températures, des jours ouvrés et des mois



Les trois lignes en pointillé verticales indiquent successivement l'entrée puis la sortie du premier confinement et l'entrée dans le deuxième confinement.

Lecture : le vendredi 27 novembre, la consommation d'électricité du hors résidentiel (forte puissance souscrite) a été inférieure d'environ 5 % au niveau moyen de consommation d'un vendredi de novembre aux températures similaires.

Note : Enedis est le principal distributeur d'électricité (80 % de la consommation de France métropolitaine). Ces données de consommation par type de client proviennent du profilage dynamique de la consommation de l'intégralité des clients du réseau d'Enedis.

Sources : Enedis. Calculs Insee

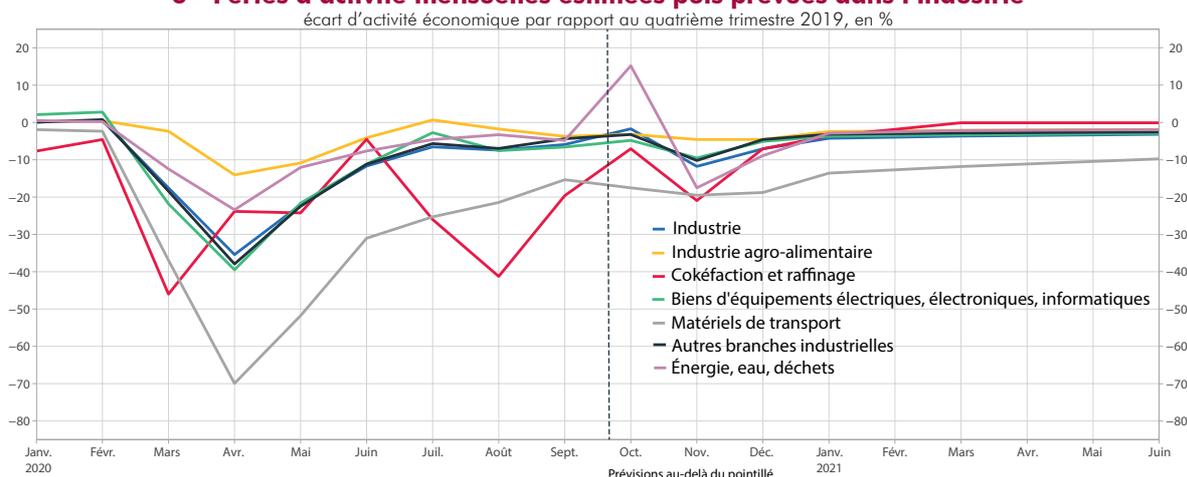
fin d'année est similaire, à l'exception des nouvelles annonces sur la réouverture différée des activités culturelles. En conséquence, notre estimation, quoique légèrement ajustée pour les mois de novembre et décembre, resterait à respectivement -12% et -8% de perte d'activité par rapport au niveau d'avant-crise. La perte serait de -8% sur l'ensemble du trimestre (tableau 2). Les branches les plus directement concernées par les mesures de restrictions de novembre (hébergement-restauration, services de transports, activités de loisirs...) auraient enregistré les plus fortes baisses, malgré des adaptations partielles au cadre réglementaire (graphiques 6 et 7). À l'inverse, les branches moins directement exposées à ces mesures (industrie, construction, activités scientifiques et de soutien) auraient été moins affectées, bien que les anticipations négatives sur la situation globale et les interdépendances avec des branches directement impactées aient pu peser sur leur activité. La levée échelonnée

des restrictions dicterait le rythme – toujours contrasté selon les branches – du rebond de décembre. L'ouverture des commerces « non essentiels » fin novembre stimulerait le commerce de détail et l'activité des industries manufacturières, compte tenu du rebond associé de la demande et du contexte des fêtes de fin d'année. Les autres activités de services et les transports et une partie des autres activités de service verraient une légère amélioration de leur situation, tandis que la restauration et les activités culturelles, faute de réouverture, resteraient au même niveau qu'en novembre.

La prévision de contraction du PIB annuel est maintenue à -9%

Comme dans la Note de conjoncture d'octobre 2020, nous proposons une prévision de PIB pour le quatrième trimestre décomposée selon les différents postes de la demande, cohérente

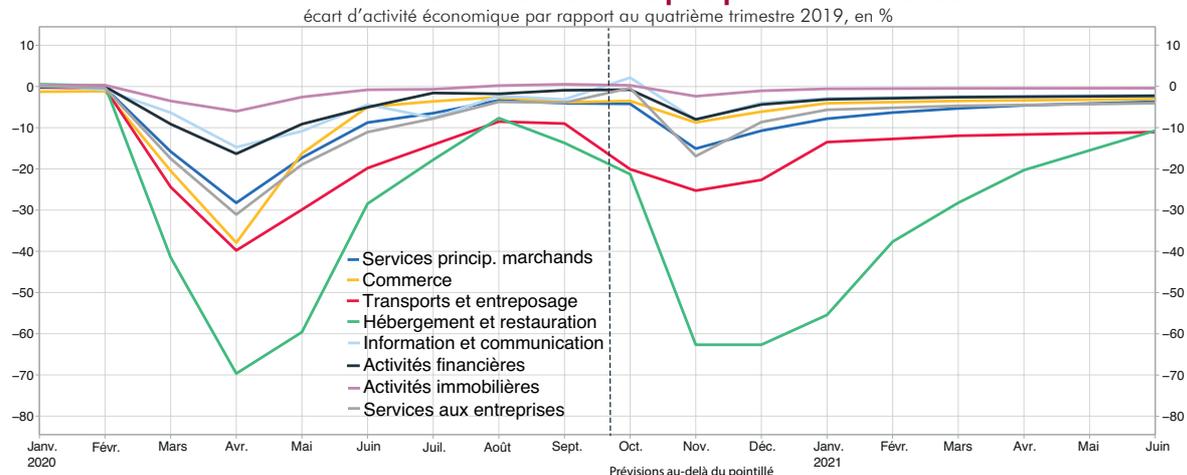
6 - Pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues dans l'industrie



Lecture : au quatrième trimestre 2020, l'activité économique dans la branche de la fabrication de matériels de transport serait en retrait d'environ 19% par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019.

Sources : Insee, Dares, enquête Acemo-Covid, calculs Insee à partir de sources diverses

7 - Pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues dans les services



Lecture : au quatrième trimestre 2020, l'activité économique dans la branche de l'hébergement-restauration serait en retrait d'environ 63% par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019.

Sources : Insee, Dares, enquête Acemo-Covid, calculs Insee à partir de sources diverses

avec le cadre comptable des comptes nationaux trimestriels (*tableau 2*). Au total sur l'année 2020, le PIB se contracterait de 9 %, prévision similaire à celle publiée en juillet dernier, même si la chronique mensuelle a été plus heurtée qu'anticipé : le rebond au troisième trimestre a été plus vigoureux qu'attendu, tandis qu'inversement le quatrième trimestre est plus dégradé, du fait du deuxième confinement. La consommation des ménages, principale composante de la demande, reculerait de 7 % sur l'année et contribuerait pour environ 4 points à la baisse du PIB (*graphique 9*). L'investissement des

entreprises reculerait davantage (-9 %). Enfin, la contribution du commerce extérieur à l'évolution du PIB serait également négative, à hauteur de -2 points, la chute des exportations étant plus prononcée que celle - déjà marquée - des importations (-18 % et -11 % respectivement). Les contributions relatives au PIB des principales composantes de la demande seraient différentes au quatrième trimestre, en comparaison avec le deuxième trimestre (*graphique 8*). Ainsi, la consommation des ménages contribuerait à hauteur de trois quarts de la baisse du PIB (contre un peu plus de la moitié au deuxième).

Tableau 1 - Prévision détaillée de perte d'activité par trimestre et de croissance annuelle

en écart au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019), en %

Branches	poids*	2020				2020**	Contrib. en 2020	2021		Acquis 2021***
		T1	T2	T3	T4			T1	T2	
Agriculture, sylviculture et pêche	2	-1,3	-1,9	-1,6	-2	-3	0	-1	-1	1
Industrie	14	-5,6	-23,1	-6,6	-7	-12	-2	-4	-3	8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-0,6	-9,7	-1,6	-4	-4	0	-2	-2	2
Cokéfaction et raffinage	13	-19,4	-17,5	-29,0	-12	-30	0	-2	0	23
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-5,6	-24,1	-5,6	-6	-12	0	-3	-3	8
Fabrication de matériels de transport	2	-13,7	-50,9	-20,7	-19	-28	0	-13	-10	20
Fabrication d'autres produits industriels	6	-5,9	-23,9	-5,7	-6	-11	-1	-3	-3	9
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2	-3,9	-14,4	-4,2	-4	-8	0	-3	-2	5
Construction	6	-13,7	-31,3	-5,5	-9	-14	-1	-4	-4	13
Services principalement marchands	57	-5,4	-18,1	-4,6	-10	-9	-5	-6	-4	5
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-7,6	-19,7	-3,3	-6	-9	-1	-4	-3	6
Transports et entreposage	5	-8,4	-29,8	-10,5	-23	-18	-1	-13	-11	7
Hébergement et restauration	3	-13,6	-52,6	-13,1	-49	-32	-1	-40	-16	15
Information et communication	5	-2,3	-10,0	-4,3	-3	-4	0	-3	-2	3
Activités financières et d'assurance	4	-3,1	-10,2	-1,4	-4	-5	0	-3	-2	2
Activités immobilières	13	-1,0	-3,1	0,0	-1	-1	0	-1	0	1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-6,0	-20,4	-5,1	-9	-10	-1	-5	-4	6
Autres activités de services	3	-10,5	-41,9	-14,9	-32	-25	-1	-18	-7	21
Services principalement non marchands	22	-4,4	-15,7	0,6	-3	-5	-1	-1	0	6
Total	100	-5,9	-18,9	-3,7	-8	-9	-9	-5	-3	6
<i>dont principalement marchands</i>	78	-6,0	-19,6	-5,0	-9	-10	-8	-6	-4	6
<i>dont principalement non marchands</i>	22	-4,4	-15,7	0,6	-3	-5	-1	-1	0	6

Prévisions

* poids de la branche dans la valeur ajoutée totale, en 2018.

** variation de moyenne annuelle en 2020 par rapport à 2019

*** acquis de croissance pour 2021, correspondant au taux de croissance annuel que l'on obtiendrait si le PIB restait, au second semestre 2021, au niveau prévu pour le 2^e trimestre 2021.

Lecture : au quatrième trimestre 2020, l'activité économique serait en retrait de 8 % par rapport au quatrième trimestre 2019. Le PIB reculerait en 2020 de 9 % par rapport à 2019 avant de rebondir au premier semestre 2021, portant l'acquis de croissance à mi-année pour 2021 à 6 %.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

Conjoncture française

À l'inverse, l'investissement des entreprises et le solde commercial contribueraient moins.

En mars 2021, et conditionnellement à la stabilisation de la situation sanitaire, l'activité reviendrait à son niveau d'octobre 2020

Comme dans les *Points de conjoncture* publiés avant le deuxième confinement, l'enquête Acemo-Covid, réalisée par la Dares avec l'appui

de l'Insee, a été mobilisée pour établir une projection de l'activité sur les six premiers mois de 2021 (*encadré*). Cette projection s'appuie sur les anticipations des entreprises sur leur rythme de reprise, telles qu'exprimées dans les résultats provisoires de l'édition de décembre de l'enquête. Agrégés à un niveau sectoriel, les réponses des entreprises permettent de construire une trajectoire d'évolution de l'activité pour les mois à venir, et ce dans les différents secteurs.

Suivant cette projection, et conditionnellement à une stabilisation de la situation sanitaire, l'activité

Tableau 2 - Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés
variations T/T-1 (en %)

	2019				2020				2019	2020
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Produit intérieur brut	0,5	0,3	0,1	-0,2	-5,9	-13,8	18,7	-4	1,5	-9
Importations	1,2	0,1	0,6	-0,8	-5,6	-16,8	16,8	0	2,6	-11
Total des ressources	0,6	0,2	0,2	-0,4	-5,7	-14,4	18,0	-4	1,6	-10
Dépenses de consommation des ménages	0,6	0,5	0,4	0,2	-5,7	-11,4	17,9	-6	1,5	-7
Dépenses de consommation des administrations*	0,3	0,5	0,5	0,4	-3,4	-11,8	17,2	-4	1,6	-5
dépenses individualisables des APU	0,3	0,5	0,4	0,5	-3,3	-10,6	15,8	-7	1,7	-5
dépenses collectives des APU	0,3	0,4	0,8	0,2	-2,4	-10,7	14,9	0	1,7	-3
Formation brute de capital fixe (FBCF)	1,2	1,3	1,2	0,3	-10,5	-14,5	23,9	-3	4,3	-11
Entreprises non financières (ENF)	0,9	1,0	1,2	0,2	-8,9	-13,1	20,7	-2	3,7	-9
Ménages	0,3	1,2	0,7	0,4	-14,2	-17,6	31,9	-4	1,8	-15
Administrations publiques	2,4	2,0	1,4	0,2	-10,5	-15,8	26,8	-2	7,7	-10
Exportations	0,5	-0,5	-0,4	-0,9	-6,5	-25,1	22,1	-1	1,8	-18
Contributions (en point)										
Demande intérieure hors stocks**	0,6	0,7	0,6	0,3	-6,3	-12,3	19,5	-5	2,2	-8
Variations de stocks**	0,1	-0,2	-0,1	-0,4	0,7	0,9	-1,5	1	-0,4	0
Commerce extérieur	-0,2	-0,2	-0,3	0,0	-0,2	-2,3	0,7	0	-0,3	-2

Prévisions

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

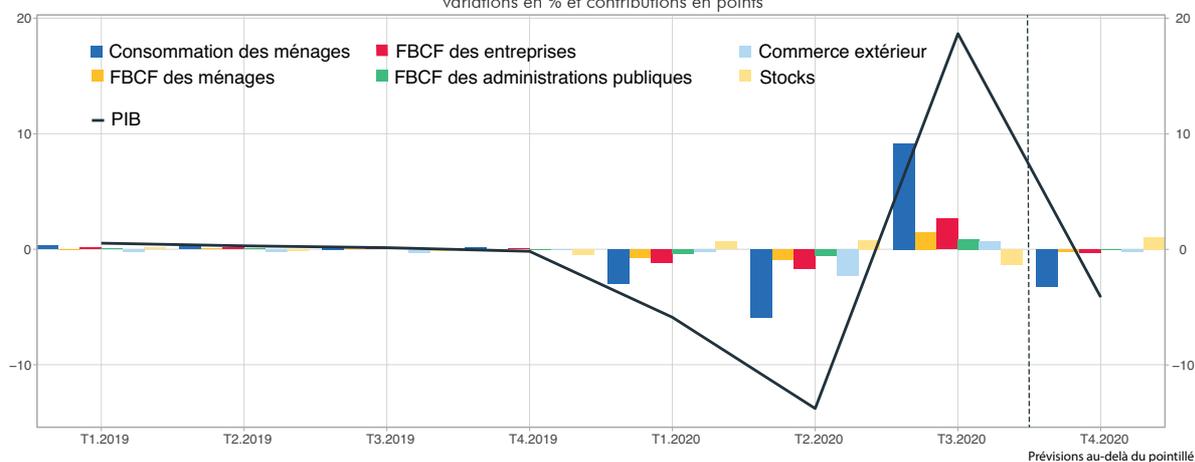
** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Lecture : en 2020, les importations auraient diminué de 11 % par rapport à 2019.

Source : Insee

8 - Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

variations en % et contributions en points



Lecture : au quatrième trimestre 2020, le PIB se contracterait d'environ 4 % ; la contribution de la consommation des ménages serait d'environ -3 points.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

pourrait retrouver en mars un niveau proche de celui d'octobre 2020 puis atteindrait en juin un niveau seulement 3 % en deçà de celui du quatrième trimestre 2019 (*graphique 1*). Par grands secteurs, la progression de l'activité serait marquée par les hétérogénéités déjà visibles lors du rebond de l'été 2020. Dans l'industrie, le retour graduel à la normale, entamé dès la fin du premier confinement et modérément affecté par le deuxième, se poursuivrait en 2021 (*graphique 6*). Le secteur des matériels de transport cependant (en particulier la construction aéronautique) se distinguerait, comme l'été dernier, par une activité plus diminuée que celle des autres secteurs industriels. Dans les services, les hétérogénéités seraient plus accentuées : après le recul lié en novembre au deuxième confinement, recul certes moindre qu'en avril mais néanmoins marqué, la reprise de l'activité conduirait la

plupart des services à se situer en juin 2021 à moins de 3 % de leur niveau d'avant-crise (*graphique 7*). En revanche, après leur forte chute d'activité en 2020 et dans un contexte où des mesures de restrictions résiduelles perdureraient pendant la première moitié de l'année, les services directement concernés par ces mesures (hébergement-restauration, activités de loisirs, services de transport) resteraient nettement plus dégradés que les autres, avec une perte d'activité entre 7 et 10 % en juin 2021.

Au total, la reprise de l'activité sur les six premiers mois de 2021 conduirait à une progression du PIB de +3 % environ au premier trimestre puis de +2 % au deuxième. L'acquis de croissance pour l'année 2021 se situerait alors fin juin autour de +6 % (*tableau 3*). ■

9 - Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

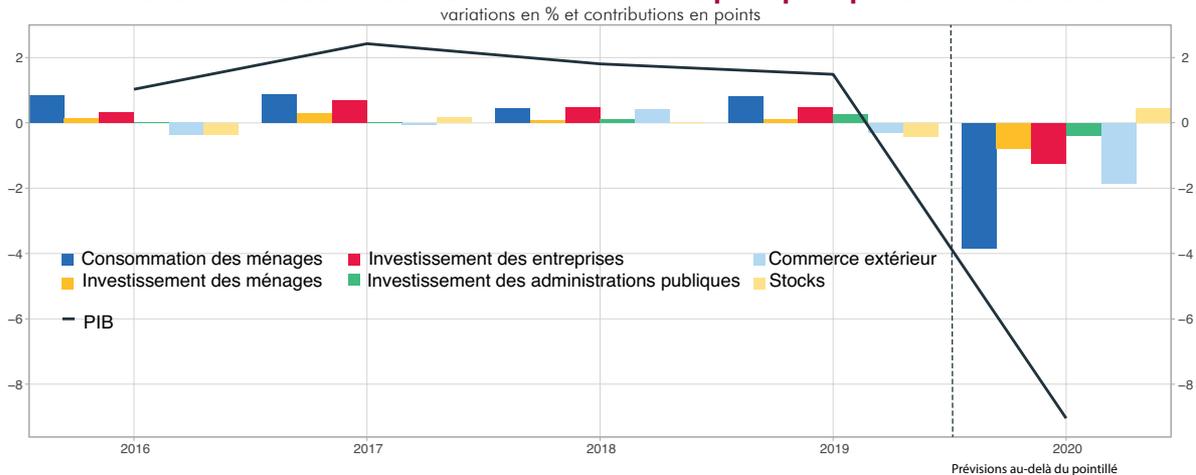


Tableau 3 - Estimation puis prévision des pertes d'activité économique jusqu'à la mi-2021
en %

	2020				2021		2020	acquis 2021
	T1	T2	T3	T4	T1	T2		
évolution	-5,9	-13,8	+18,7	-4	+3	+2	-9	+6
perte d'activité	-5,9	-18,9	-3,7	-8	-5	-3		

Lecture : au quatrième trimestre, la perte d'activité par rapport au niveau d'avant-crise est estimée à -8 % ; soit une chute du PIB d'environ -4 % par rapport au troisième trimestre, après un rebond de 18,7 % au troisième.

Note : la perte d'activité économique d'un mois ou trimestre donné est mesurée par rapport au quatrième trimestre 2019. En revanche, la variation de PIB un trimestre donné est, par définition, calculée à partir du niveau d'activité du trimestre précédent. L'acquis de croissance pour 2021 correspond au taux de croissance annuel que l'on obtiendrait si le PIB restait, au second semestre 2021, au niveau prévu pour le 2^e trimestre 2021.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

Encadré

Les trajectoires sectorielles d'activité prévues jusqu'en juin 2021 reposent sur les résultats provisoires de l'édition de décembre de l'enquête Acemo-Covid, réalisée par la Dares avec l'appui de l'Insee. La question considérée est la suivante : « Dans combien de temps pensez-vous que l'activité économique de votre structure va retrouver son niveau normal ?

1. *L'activité n'a pas été affectée ou est déjà revenue à la normale*
2. *L'activité reviendra à la normale d'ici un à trois mois*
3. *L'activité reviendra à la normale d'ici trois à six mois*
4. *L'activité mettra plus de six mois à revenir à la normale*
5. *L'activité a été affectée de manière plus durable et mettra plus d'un an à revenir à la normale*
6. *Ne sais pas »*

Au niveau de chaque secteur, les réponses des entreprises à cette question sont appliquées aux estimations d'activité économique de ces derniers mois, pour en déduire une trajectoire de retour à la normale. Les modalités sont interprétées dans le sens de l'hypothèse la plus tardive (par exemple, à la réponse « L'activité reviendra à la normale d'ici trois à six mois », on retient l'hypothèse d'un retour à six mois). En effet, le contexte d'incertitude actuelle sur l'évolution de la situation sanitaire tend à tempérer le rythme de reprise issu d'interprétations plus optimistes des modalités de réponse : les entreprises ayant été interrogées entre la fin novembre et les dix premiers jours de décembre, leurs anticipations se situent dans un contexte peut-être plus favorable que celui de la mi-décembre, marqué notamment par les craintes de nouvelles résurgences de l'épidémie dans plusieurs pays. S'agissant de la modalité 5, on suppose une perte d'activité constante à moyen terme. La modalité « ne sais pas » est traitée de la même façon. Par ailleurs, un traitement particulier a été appliqué à la branche de l'hébergement-restauration avec l'hypothèse que le niveau d'activité reviendra à la fin du premier trimestre 2021 à son niveau de juin 2020. ■